

AFFAIRE DE PÉDOPHILIE DE ANNABA

Mandat de dépôt pour six mis en cause

Au cinquième jour de sa découverte à Annaba, l'affaire du pédophile et réalisateur de films du même genre, le français Jean-Michel B. commence à livrer ses premiers secrets.

Les auditions des principaux accusés et témoins au nombre d'une trentaine ont débuté dans l'après-midi de mardi dernier et se sont poursuivies hier matin. Six mis en cause ont été mis sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Annaba qui avait fort à faire pour interroger tout ce beau monde, composé d'une trentaine de personnes entre accusés et témoins. Outre le Français, il y a, en effet, un vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) de la quatrième ville du pays, cinq gynécologues, un dentiste, un homme d'affaires, un imam et le gardien de la villa où se déroulaient les actes infâmes, des femmes introduites dans des rouages administratifs, des infirmières d'une clinique privée. Les ébats enregistrés mettaient en scène, à leur insu, une quinzaine de filles mineures dont certaines avaient

à peine 15 ans avec des hommes les dépassant souvent de plusieurs décennies. L'accusé principal et son chauffeur personnel, l'élú de l'APC, un professeur de gynécologie, une employée de la wilaya et le gardien de la villa ont été placés sous mandat de dépôt mardi en fin de soirée. La justice a décidé de confronter, aujourd'hui jeudi, ces derniers au reste du groupe qui a reçu une convocation pour comparaître le même jour. Le Français qui répond au nom de Jean-Michel B., la soixantaine, arrivé à Annaba il y a près d'une année et ayant créé une société de tourisme et de mannequins, avait tissé un réseau de rabatteuses et de protecteurs pour arriver à ses fins : réaliser des films pornographiques avec des mineures à des fins lucratives. Il les destinait à un réseau français et par extension européen de personnes dépravées, selon une

source proche de l'enquête. Et, le plus grave, c'est qu'à Annaba, il trouvait des collaborateurs dans des milieux d'élus, de praticiens et d'hommes d'affaires. Ils sont cinq gynécologues (près du tiers de ceux en exercice à Annaba) pour pratiquer des avortements, de faux certificats de virginité et/ou des réparations d'hymens déchirés, un édile de premier ordre, d'autant plus candidat aux élections législatives du 10 mai prochain sous l'étiquette du Front de libération nationale (FLN), un dentiste et des hommes d'affaires connus. Certains seraient mis en cause dans les ébats filmés avec les mineures, alors que d'autres étaient rétribuées en devises fortes ou ayant bénéficié de visas pour services rendus.

Aux adolescentes, outre des devises, il est miroité des situations de rêve pour des êtres fragiles, encore sans discernement des réalités de la vie; du bien et du mal. Le pervers présumé leur assurait d'en faire des mannequins ou comédiennes de



Photo : DR

Le procureur de la République de Annaba avait fort à faire.

renom. S'agit-il du même personnage ayant vécu en Tunisie du temps de Ben Ali, et dont un mandat d'arrêt le concernant aurait été lancé par la justice post-révolution du jasmin pour des pratiques aussi graves sinon plus que celles de Annaba. Toujours est-il que Jean-Michel B. avait trouvé des

facilités à Annaba, sinon comment expliquer les faits de cette extraordinaire histoire ayant entaché une ville, certes, connue pour son ouverture sur l'extérieur, mais qui a quand même gardé, à l'instar des autres villes d'Algérie, les traditions de l'honneur et de la hechma. A. Bouacha

ILS ÉTAIENT VENUS RÉCLAMER DE L'EAU POUR LEUR RÉCOLTE

Des producteurs de pomme de terre tabassés par la police à Bouira

Venus réclamer de l'eau du barrage Oued Lekhal pour leurs lopins de terre plantés en pomme de terre dès janvier dernier, des dizaines d'agriculteurs ont été malmenés avant-hier au siège de la wilaya.

Selon des témoignages recueillis sur place, l'intervention énergique de la police a causé des blessures graves à deux d'entre-eux, dont B. Khmissi qui a eu une côte brisée et qui fut immédiatement transporté vers l'hôpital Mohamed Boudiaf de Bouira et M. Mohamed qui a vu, à cause d'un coup de matraque, son opération faite au ventre, ouverte.

D'après plusieurs agriculteurs rencontrés devant le perron de la wilaya, depuis plusieurs jours, ils ne cessaient de réclamer auprès du directeur des services agricoles et celui de l'hydraulique leur intervention pour bénéficier de l'eau du barrage afin de sauver leur récolte.

Près de 600 hectares sont plantés au niveau du périmètre agricole d'Aïn Bessem avec de la pomme de terre dont la semence avait été

achetée à raison de 100 dinars le kilogramme, sans compter les engrais nécessaires dont le quintal coûtait 7 000 dinars. Après une attente de plusieurs semaines, les agriculteurs, craignant pour leur production, ont décidé de voir le wali pour solliciter son intervention. Finalement, ce fut le chef de cabinet qui avait reçu une délégation, à laquelle il aurait promis une réponse dans l'après-midi.

Vers 15 heures, alors que la réponse tardait à venir, les policiers ont intervenu énergiquement pour les faire évacuer de l'intérieur du siège de la wilaya. Les policiers les accusaient d'avoir défoncé la porte menant vers les étages où se trouve le bureau du wali, alors que les agriculteurs ont réfuté ces accusations.

Hier, mercredi, les dizaines d'agriculteurs du périmètre des Aribes à Aïn Bessem, sont revenus à la charge mais personne parmi les responsables de la wilaya n'a daigné les recevoir.

Contacté par nos soins, le directeur des services agricoles dira que le problème réside au niveau de l'Opibo qui a été transféré récemment à l'Onid. Les travailleurs de cet office du péri-

mètre irrigué d'Aïn Bessem ne sont pas payés depuis 11 mois.

Aussi, pour faire pression et réclamer leur dû, ils ont choisi cette période pour entamer une grève qui a eu, pour conséquence, le retard dans l'établissement des listes des agriculteurs qui font partie du périmètre irrigué, ceux qui sont hors périmètre, ainsi que ceux qui sont en train de pomper illégalement à partir du barrage.

Une fois cette liste arrêtée, les agriculteurs seront appelés chacun selon son cas et le nombre d'hectares plantés, à payer sa redevance. D'après le DSA, en plus des 11 mois d'impayés, il y a une facture d'électricité qui s'élève à 530 millions de centimes que l'Opibo doit payer à la Sonelgaz.

Aussi, lors de cette réunion au niveau de la direction de l'hydraulique, il a été convenu de régler tous ces problèmes, pour entamer dès dimanche prochain, la distribution de l'eau aux agriculteurs afin de sauver leur culture.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Pléthore de revendications citoyennes en pleine campagne électorale

Alors que la campagne électorale se poursuit dans l'indifférence totale de la population, tournée vers d'autres préoccupations, des villages de la wilaya de Tizi-Ouzou continuent d'interpeller les pouvoirs publics sur leurs dures conditions de vie.

Des Ath-Fraoucen, dans la région de Mekla, le village Tizi N'Terga s'insurge contre «le blocage et la paralysie qui banalisent la vie sociale et administrative de notre communauté» et leurs répercussions sur la concrétisation des projets du village inscrits en 2010 et 2011 relatifs à l'extension du réseau électrique, au gaz naturel,

à l'AEP, l'assainissement, le logement social, le sport... A l'origine de leur ire, le retard dans l'ouverture de l'antenne communale et la remise en service de l'agence postale qui a fait l'objet d'une mesure conservatoire, «pour cas de délit administratif grave de la part du receveur». Les doléances concernent également l'extension de

l'unité de soins ainsi que le programme PPDR de 2010, dont les porteurs de projets se lassent de la situation. Tout près de ce village, les citoyens de Tala N'Zaouche s'élèvent, quant à eux, contre l'installation par un privé, avec la bénédiction de l'Etat (Wilaya, services de l'hydraulique), d'une station de concassage sur un terrain relevant du domaine privé, selon la déclaration des habitants, qui signalent que ce genre d'équipement n'a pas sa place dans les plaines mais dans les montagnes, arguant que c'est là, en réalité, un prétexte pour

s'adonner au pillage du sable, situé dans le lit de la rivière, d'après la pétition portant 62 signataires. Ces revendications rejoignent celles émises auparavant par la coordination des comités de villages des Ath-Fraoucen (une douzaine de villages) qui sollicitent du ministère de la Santé, la réalisation d'un projet d'EPSP dans le cadre du programme présidentiel. Cela, pour réparer une injustice sociale qui s'abat sur «les classes déshéritées, frustrées de leurs droits jusque-là».

S. Hammoum

BLIDA : POUR CONTESTER CONTRE LEUR NON-RECRUTEMENT

Des jeunes ferment la cimenterie de Meftah

Des jeunes en colère ont bloqué, hier, l'accès principal à la cimenterie de Meftah, à 35 kilomètres à l'est de Blida, et ce pour protester contre le recrutement de personnes étrangères à la commune de Meftah.

«Nous allons continuer à nous insurger jusqu'à ce que les responsables de cette cimenterie nous offrent des emplois car nous sommes tous des chômeurs», nous déclarent quelques

manifestants avant de continuer : «Comment pouvons-nous fermer les yeux sur les conséquences qu'engendrent cette cimenterie quand nous savons que des enfants de notre quartier sont aujourd'hui malades à cause de la pollution et que d'autres sont morts noyés dans les étangs d'eau occasionnée par les explosions de dynamite». Il fallu l'intervention des éléments de la Gendarmerie nationale pour que les manifes-

tants se dispersent. Par ailleurs, des élèves et des lycéens du quartier Bendali, à Larbaâ ont bloqué hier matin la route principale menant vers le centre-ville pour protester contre l'état défectueux des routes.

Ils demandent l'aménagement de trottoirs afin de pouvoir rejoindre leurs établissements scolaires en toute sécurité.

M. B.

12<sup>e</sup> RENCONTRE INTERNATIONALE SUR LE TOURISME

700 projets d'hôtels en cours de réalisation dans la ville des Roses

Organisée par la faculté des sciences économiques et des sciences de gestion de l'université Saâd Dahleb de Blida, la rencontre internationale sur le tourisme dont ont pris part cinq pays que sont le Maroc, l'Indonésie, le Soudan, le Yémen et la Jordanie, s'est terminée hier avec des recommandations s'articulant autour de la réalisation de près de 700 projets dans le domaine de l'hôtellerie. Une fois réalisés, ces hôtels, avons-nous appris, auront une capacité d'accueil de 80 000 lits. Pour Smaïl Mimoune, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, qui a assisté à cette rencontre, son département vient de créer des Fédérations nationales des offices de tourisme et des hôteliers algériens dans le but d'organiser les métiers liés au tourisme et de redynamiser le développement de ce secteur en Algérie. Tout comme le ministre a fait savoir qu'il est impératif aujourd'hui de redonner à la main-d'œuvre hôtelière, sa véritable dimension et ce, par la formation d'hôteliers, surtout que notre pays fait face à cet handicap. Sur un autre plan, Smaïl Mimoune renseignera qu'en 2011 les entrées en devises grâce au tourisme, sont de l'ordre de 500 millions de dollars. Deux millions de touristes ont visité l'Algérie. Pour l'amélioration de ces chiffres qui sont encourageants pour le ministre, celui-ci précisera qu'il faut un nouveau plan de travail s'articulant autour d'un schéma directeur qui sera concrétisé sous la coupe de l'organisation internationale du tourisme et qui s'étalera jusqu'en 2030.

M. B.

GUELMA

4<sup>e</sup> jour de protestation à l'Eter (ex-céramique)

Les travailleurs du complexe de production de porcelaine de table, Eter-Algérie (ex-ECVE Guelma), dont la section syndicale est affiliée à l'UGTA, débrayent depuis dimanche, pour réclamer des responsables de cette société le paiement de 6 mois d'arriérés de salaire.

Pour rappel, le complexe Eter-Algérie de Guelma a été repris en 2007 par un industriel italien, dans le but de provoquer une «relance économique».

«Cela n'a pas tellement fait évoluer les choses, puisque la situation financière de l'entreprise ne cesse de dégringoler», nous déclare un responsable de la section syndicale. Ce dernier déplore, notamment, l'absence du responsable local du complexe. «On ne l'a pas vu depuis plus de cinq mois», révèle-t-il.

N. Guergour